

ODD: l'ambition paradoxale de l'ONU

DÉVELOPPEMENT • Véritable programme pour une planète plus juste et préservée, les Objectifs du développement durable (ODD) enthousiasment autant qu'ils laissent sceptiques. Explications avec un panel d'experts.

BENITO PEREZ

Un enthousiasme mesuré. Il y avait de l'oxymore dans l'air, mercredi dernier, au Palais Eynard, où la Fédération genevoise de coopération (FGC) et l'Académie de droit international humanitaire avaient réuni un joli panel d'experts pour débattre des tout frais Objectifs du développement durable (ODD). Parmi les dix-sept commandements fixés à la communauté internationale, le mois dernier, par l'Assemblée générale des Nations unies, la volonté affichée d'éradiquer la faim a illustré l'espoir mêlé de scepticisme des intervenants et du nombre public (lire ci-dessous).

L'espoir, d'abord, selon Gilles Carbonnier, s'incarne dans l'élargissement du champ d'application des objectifs. Quand leurs prédécesseurs – les Objectifs du millénaire pour le développement – ne visaient que le social au Sud, les ODD couvrent l'ensemble du globe et s'ouvrent aux dimensions environnementales et économiques. Au risque parfois de créer des tensions entre objectifs, admet aussitôt le professeur d'économie du développement (IU-HEID). Comme lorsqu'il s'agit d'encourager l'industrialisation tout en favorisant la défense de l'environnement.

Indispensable égalité

L'élargissement du spectre des objectifs a eu notamment le mérite d'inclure la question des inégalités. «Leur reconnaissance comme un problème de développement est un immense pas en avant», applaudit Olivier De Schutter, qui relève que le texte

onusien va jusqu'à tracer la voie de leur réduction à travers la fiscalité, la sécurité sociale et le salaire minimum. Pour l'ancien rapporteur sur le droit à l'alimentation, les rédacteurs ont fait preuve de logique: lutter contre la pauvreté sans une meilleure répartition des richesses serait impossible sans accroître encore la pression sur les ressources naturelles. D'autant que «dans les sociétés les plus inégalitaires comme les USA, le Mexique ou le Brésil la consommation tend à croître de façon irrationnelle du fait qu'elle confère, plus qu'ailleurs, un statut social enviable».

Mais à l'instar de Gilles Carbonnier, Olivier De Schutter regrette que le côté «visionnaire» du processus soit entaché de lourdes conséquences. Le refus en juillet, lors de la conférence sur le financement de l'aide, à Addis Abeba, de coordonner le financement des ODD pourrait être rédhibitoire. «Les besoins sont chiffrés à 5000 milliards, cela implique des réponses conséquentes sur le plan fiscal, car même en y consacrant l'entier de l'aide au développement, on ne rassemblerait que 3% de la somme», calcule M. Carbonnier. Avec M. De Schutter et la plupart des pays du Sud, il défendait la mise sur pied d'une organisation fiscale internationale, chargée de coordonner la lutte contre l'évasion et l'optimisation fiscale des transnationales. Quant à l'idée de faire contribuer le secteur privé, elle recueille peu de suffrages. Pourquoi les transnationales financeraient-elles des objectifs qui iraient contre leurs intérêts.

Opiniâtre, Olivier De Schutter se dit maintenant partisan d'un Fonds mondial pour la protection sociale alimenté par le Nord. «Sinon beaucoup de pays n'auront ni les moyens techniques ni financiers» de répondre au défi égalitaire lancé par les ODD. «Le Congo RDC devrait mobiliser 27% de son PIB pour mettre en place une protection sociale... C'est illusoire!»

Présente à Addis Abeba en juillet puis à New York en septembre, Eva Schmassmann souligne le comportement ambivalent des pays du Nord, inflexibles lors de la première, beaucoup moins durant la seconde. Et la responsable de la politique du développement à Alliance Sud de remarquer que «pendant que Simonetta Sommaruga adoptait les ODD outre-

Atlantique, le Conseil fédéral annonçait à Berne la réduction du montant de l'aide au développement». De fait, grince-t-elle, «si les ODD marquent un changement de paradigme, il se manifeste surtout sur le papier».

Unanimes, les invités de la FGC insistent sur le rôle qu'aura à endosser la société civile. Appelée, non seulement, à presser les Etats pour qu'ils s'emparent

concrètement des ODD mais aussi afin qu'ils en respectent la cohérence globale. «Les dix-sept objectifs sont interdépendants, les pays ne peuvent trier selon leur convenance.» Consciente du défi, Alliance Sud souhaite constituer autour de ces nouveaux objectifs un front social plus large que les seules œuvres d'entraide suisses qu'elle représente. A suivre. I



L'ONU et les experts appellent à favoriser des agricultures artisanales, comme l'agroécologie (ici la ferme école de Benkadi Bugu), mais l'agroindustrie continue de truster les ressources physiques et financières. TOURISM FOR HELP

Schizophrénie agricole

D'ici à 2030, «éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable.» L'objectif numéro 2 fixé en septembre par l'ONU est sans doute le plus ambitieux et le plus symbolique des dix-sept. Surtout que le texte intègre le «nouveau consensus», selon les mots d'Olivier De Schutter, qui a émergé après la crise alimentaire mondiale de 2008-2009.

Priorité et soutien aux petits producteurs en leur assurant accès aux ressources physiques et intellectuelles, «pratiques agricoles résilientes» pour ne pas dire agroécologie, diversité génétique, investissements dans l'infrastructure rurale, élimination des subventions aux exportations agricoles, encadrement et stabilisation des marchés internationaux... le catalogue de propositions pourrait mettre en joie les opposants à la domination de l'agro-industrie mondialisée. «On a compris que l'agriculture familiale était non seulement plus productive à l'hectare mais qu'elle était aussi garante d'une meilleure nutrition», se réjouit l'ancien rapporteur de l'ONU sur le droit à l'alimentation.

Or, au moment de passer à l'opérationnalisation de cet ambitieux programme, «on en appelle à réaliser le cycle de Doha!», s'énerve le pourtant placide Olivier De Schutter. «Par peur de marcher sur les plates-bandes de l'OMC», suppose-t-il, «on refuse de voir que Doha fait partie du problème, non de la solution. Que la croissance par l'accroissance des échanges internationaux nous mène à une impasse.»

Le professeur Stephan Rist, de l'Université de Berne, n'est pas moins mordant: «Ce second

ODD montre la bonne direction mais il est à l'exact opposé de la réalité du terrain, où l'essentiel des ressources est mis à disposition de l'agriculture industrielle.»

Comment affronter cette schizophrénie? Le chercheur suisse propose une transformation progressive des systèmes alimentaires à travers la notion d'«alimentation durable». Développé avec l'Académie des droits humains, ce concept propose de défendre – à tous les niveaux, local, national et supranational – une politique agricole et nutritive basée sur le droit à l'alimentation, la sécurité alimentaire, le respect des ressources naturelles, la réduction de la pauvreté rurale et une résilience sociale et environnementale de l'agriculture. Condition principale de cette révolution lente: une démocratisation, ou réappropriation populaire, des systèmes alimentaires.

Concept concomitant, la «souveraineté alimentaire» est, elle, la grande oubliée des ODD. L'odeur de souffre protectionniste qui entoure ce «concept né paysan mais devenu citoyen», selon les mots d'Anne Gueye, du syndicat Uniterre, n'est certainement pas pour rien dans cet oubli. Dès lors, ne se berce-t-on pas d'illusion en voulant grignoter petit à petit l'espace agricole, alors que quelques grandes transnationales imposent leur loi agro-alimentaire aux quatre coins du globe?

Pas au dire du professeur Rist, qui voit dans la «relocalisation concrète de l'agriculture» un travail de sape contre la marchandisation du monde et une «réelle alternative, sociale et solidaire», à l'ultracapitalisme actuel.

Une tâche à laquelle la Suisse, de par ses moyens financiers et la qualité de son agronomie, pourrait contribuer, relève Eva Schmassmann. Selon l'experte d'Alliance Sud, 90% des investissements mondiaux dans la recherche agricole vont actuellement au modèle traditionnel productiviste, pourtant condamné à moyen terme. BPZ

Au Mali, un avenir grâce à l'agroécologie

EXEMPLE • Une école initiée à la culture écolo avec l'aide de Genevois.

CHRISTOPHE KOESSLER

En ville, de nombreux jeunes maliens vendent des cartes téléphoniques, cirent les chaussures ou préparent une périlleuse migration vers l'Europe. Beaucoup ont déserté leurs villages, faute d'une politique de développement appropriée dans les campagnes au climat très sec: «Un «vieux» m'a dit récemment qu'il n'y avait plus de jeunes pour enterrer les anciens. Notre projet en agroécologie lui redonne l'espoir car son fils pourra demeurer sur place grâce à celui-ci», raconte la semaine dernière à Genève Abdramane Zakaria Traoré.

Le paysan et formateur malien est responsable de la ferme école Benkadi Bugu, près de Ségou, ville située à quelque 230 kilomètres à l'est de Bamako, le long du fleuve Niger. Une initiative originale parrainée depuis 2014 par l'ONG Tourism for help², membre de la Fédération genevoise de coopération. L'idée est d'offrir un horizon professionnel aux jeunes maliens à travers la formation en agroécologie et le soutien à leurs projets productifs novateurs.

En combinant savoirs traditionnels, nouvelles techniques, méthodes d'organisation et microcrédit, le pari est de rendre les apprenants autonomes tout en diffusant une agriculture à la fois durable et rentable dans les villages de la région: «Chaque élève, dûment sélectionné pour sa motivation, obtient un terrain de la part de sa communauté. Lors-

qu'il s'installe après un an d'école, son savoir est transmis rapidement aux autres paysans puisqu'ils sont eux-mêmes à l'affût de nouvelles opportunités», explique Abdramane Traoré. Le Malien estime que pour vingt garçons et filles formés par an, qui sont autant de nouvelles exploitations créées, environ deux cent foyers bénéficieront des nouvelles techniques.

Celles-ci vont du paillage (dépôt de paille sur le sol pour éviter l'érosion et permettre la restauration des sols), au compostage, en passant par des méthodes de rétention de l'eau, l'utilisation de biopesticides, et bien sûr la complémentarité des espèces végétales. On associe ainsi les légumineuses (ici le niébé, fève ou haricot) et les arachides, qui fixent l'azote dans le sol (engrais), avec les céréales (maïs, mil et sorgho). On compte aussi sur les espèces pour se protéger mutuellement des insectes et autres limaces: «Les carottes repoussent les ennemis de la tomate et vice-versa», sourit le paysan malien. Quant aux pesticides naturels, ils sont fabriqués maison à partir du margousier (neem), du papayer ou de plantes sauvages locales. Tout cela est complété par l'élevage bovin et caprin qui permet d'alimenter la terre en fumier.

Ensuite, pour qu'une exploitation soit prospère, il s'agit de transformer une partie des produits de la ferme pour obtenir une meilleure plus value. Là

aussi la ferme Benkadi Bugu propose des solutions: séchage des choux et des piments, jus de bissap, pulpes de tomates en bocaux, etc. Pour ce faire ou afin d'acquérir du bétail, le centre de formation se porte garant de microcrédits contractés par les apprenants à la fin de leur apprentissage. Ces derniers seront suivis pendant deux ans pour s'assurer du succès de leur entreprise.

Micro-initiative, le projet pourrait faire des émules au Mali s'il réussit. Le gouvernement et ses bailleurs internationaux sont-ils prêts à soutenir les petits paysans à plus large échelle? Le pays est doté de terres arables en abondance, et au surplus, irriguées ou irrigables. L'Office du Niger, l'entreprise parapublique qui gère l'un des plus vastes périmètres irrigués d'Afrique de l'Ouest, sur le delta intérieur du Niger, laisse toujours cette zone largement sous-exploitée. Seuls environ 10 000 hectares seraient mis en valeur dans cette zone de plusieurs centaines de milliers d'hectares... I

¹ En Afrique le terme «vieux» utilisé pour désigner les parents et les anciens a une connotation positive, contrairement à son usage en Europe.

² Tourism for help, association pour la promotion du tourisme responsable, dispose de trois hôtels restaurants au Mali, au Sénégal et au Cambodge, qui servent de centre de formation pour des jeunes. Certains hôtes donnent un coup de main à travers des cours d'informatique, de premiers secours, ou de recherche d'emploi par exemple.